

Invasion massive, les Italiens pètent les plombs : "Bienvenue à Montello, ce sera votre enfer !"

écrit par Fallaci | 9 janvier 2017



Invasion sans fin ; les italiens n'en peuvent plus.
La guérilla des immigrés éclate en Vénétie. Mais du Nord au sud, tout le pays est une poudrière

Manila Alfano- 04/01/2017

Le camp de réfugiés de Cona en Vénétie constitue seulement la dernière affaire en date. La tension en Italie est maintenant à son maximum. La colère, la frustration, la violence sont là, prêtes à exploser à tout moment. « L'Italie poudrière », en Vénétie comme en Lombardie, dans le Latium, en Sicile. Des rixes, des batailles à coups de pierre contre les forces de l'ordre, contre les habitants, des émeutes dans la rue, éclatent. Le problème, c'est la gestion, les arrivées sont hors de contrôle. Le système à bout de souffle, c'est la mèche qui risque de tout faire sauter et d'aboutir à une violence incontrôlable.

L'année qui vient à peine de s'achever risque d'être l'année record quant au nombre de débarquements, qui ont augmenté de 9,83 % par rapport à 2015. Selon les derniers chiffres publiés par le ministère de l'intérieur, ils ont été jusqu'en Décembre plus de 181 000 migrants à débarquer sur nos côtes. Et l'Union européenne regarde l'invasion sans même lever le petit doigt. Mais ensuite le vrai problème, c'est l'accueil, l'hébergement dans les différents centres répartis dans toute l'Italie. C'est là en fait que la situation est susceptible de devenir explosive, comme en témoignent les tristes derniers faits divers. **Le système de l'accueil est soumis à une forte pression et les centres qui hébergent les étrangers sont à bout de souffle.**

Parmi les régions, c'est la Lombardie qui est en tête (13 %), suivie de la Sicile, du Piémont, du Latium, de la Vénétie et de la Campanie, avec 8 % chacune (environ 14 000 personnes accueillies). Même l'Ombrie, malgré l'urgence du tremblement de terre, ne s'est pas dérobée, et accueille 2% des migrants. En ce qui concerne les nationalités déclarées au moment du débarquement, les nigériens sont majoritaires (20%) , suivis des érythréens (12 %), des guinéens (7 %) et des gambiens (6 %). **De plus, il y a le problème considérable des mineurs non accompagnés, qui ont dépassé le chiffre de 20 000, contre 12 000 pour toute l'année 2015**

Ci-dessous le détail par région.

TURIN

L'ex village olympique, rue Giordano Bruno, à Turin, est la poudrière du Piémont, prête à exploser à chaque dispute entre les migrants, ou entre eux et les habitants. Comme ce fut le cas fin Novembre, lorsque des réfugiés occupant illégalement quatre bâtiments, sont descendus dans les rues, ont arraché des panneaux de signalisation, lancé des bouteilles, renversé les poubelles, mettant en œuvre la première émeute des migrants dans l'histoire de Turin. **Aux cris de : « racistes, salauds, Allah guidera notre vengeance »,** ils ont bloqué le quartier pendant deux jours. On a parlé d'envoyer l'armée, de procéder à un recensement et à une évacuation, mais, deux mois plus tard, rien n'a été encore fait.

« Les projecteurs se sont éteints, mais la situation n'a pas changé : dans l'ex village olympique on risque l'émeute à tout moment », explique le dirigeant de la circonscription n°8, Davide Ricca, représentant du parti démocrate. Et même l'administration du maire Piero Fassino a ses propres responsabilités dans cette situation à haut risque. Dans une zone qui peut accueillir au maximum 400 personnes, il y en a 1 500, dans une situation de dégradation absolue ; et tôt ou tard, la tension se transforme en révolte. **C'est une ville illégale où les premiers à être excédés sont les nombreux étrangers « réguliers » qui vivent dans le quartier depuis des années.**

Les derniers chiffres fournis par la région indiquent que sur 10 171 migrants présents dans le Piémont, 9 209 se trouvent encore dans les centres d'accueil temporaire, et le **mécontentement à cause de l'accueil, surtout dans les petits villages, d'un nombre excessif de réfugiés, souvent plus nombreux que les habitants eux-mêmes, s'installe dans toute la région.**

Les émeutes à cause du manque de nourriture, des vêtements **« inappropriés », pour l'accès gratuit à la Wi-Fi,** mais aussi à cause **des horaires trop matinaux pour accomplir les travaux socialement utiles, animent presque chaque jour les centres d'accueil.**

Et l'irritation grandit, au-delà de la couleur politique.

MILAN

« Ils sont en train de construire un grand centre d'accueil pour 130 réfugiés à Montichiari , à l'intérieur de l'ancienne caserne Serini. Et il y a contre cela une « garde » qui dure depuis des semaines » explique Simona Bordonali, de la Ligue du Nord, adjointe en charge de la sécurité, de la protection civile, et de l'immigration pour la région. « **En fait, les gens ne veulent absolument pas de ce centre. Et en novembre, 150 personnes ont carrément érigé des barricades : devant la porte de la caserne, il y avait des dizaines de palettes, empilés les unes sur les autres, pour empêcher pratiquement qu'on puisse ouvrir la porte. Sans oublier les nombreux sit-in** ». Parmi les autres événements, et à propos des comités de citoyens opposés à l'arrivée des réfugiés, on rapporte celui de la caserne Montello, à Milan. « Un Comité de citoyens s'est constitué, que j'ai rencontré personnellement, des habitants tous très inquiets ; je les écoute en permanence sur les problèmes de sécurité dans le secteur. » Signalements ? Plaintes ? « Elles m'arrivent de toute la Lombardie », continue Bordonali « malheureusement en ce qui concerne la redistribution sur le territoire des demandeurs d'asile, la région Lombardie n'a pas accès aux tables de négociation nationales, car tout est géré par les préfectures. Cependant lorsque nous recevons des alertes, nous déclenchons les contrôles des organismes sanitaires, et je vérifie généralement en personne en me rendant sur place, dans les installations » Bordonali et le conseiller municipal de la ligue Alessandro Morelli ont cependant réussi à faire fermer l'été dernier une de ces installations. « Après les rapports envoyés par des habitants qui signalaient un manque d'hygiène dans le centre d'accueil de Via Balduccio da Pisa , conclut l'adjointe régionale pour la sécurité et l'immigration, Morelli et moi avons alerté les contrôles de l'Ats (Agence pour la protection de la santé) . Il ne restait plus à la Préfecture qu'à résilier le contrat ».

VENETIE

La Vénétie explose. Elle a déjà explosé. Les poudrières prêtes à exploser en Vénétie sont quatre : l'ancienne base militaire de Conetta avec près de 1500 réfugiés, l'ancienne caserne San Siro di Bagnoli di Sopra dans la région de Padoue avec 870 personnes, l'ancienne caserne Zanusso Oderzo, dans la région de Trévise, avec 300 demandeurs d'asile, et l'ancienne caserne Serena, à Dosson di Casier, toujours dans la région de Trévise, qui est désormais occupée bien au-delà de sa capacité normale. Jusqu'à Novembre, ils étaient presque 500. La Vénétie est la deuxième région, après la Lombardie, avec le plus grand nombre de réfugiés. Il y en a plus de 14 500. **Et il suffit de roder autour d'un quelconque centre d'accueil pour comprendre la situation. Des migrants avec des yeux qui paraissent de plus en plus méchants.**

Après l'explosion de l'émeute à Conetta, la tension est élevée. Les habitants de la Vénétie ont peur, ne serait-ce que pour marcher dans la rue, et, d'une manière ou d'une autre, ils cherchent à récupérer leur liberté. Comme la semaine dernière : Au cours de la marche aux flambeaux pour protester contre la réalisation d'un centre d'accueil dans l'ancienne poudrière (Au sens premier) de Volpago del Montello, la banderole « **Bienvenue à Montello : ce sera votre enfer** » est apparue au **premier rang.**

La situation n'est plus tenable et les maires sont sur le pied de guerre. Comme Gianluca Piva, maire de Agna, commune de la région de Padoue, qui, bien qu'il n'accueille pas de réfugiés, en est entouré. Un cas curieux, unique en Italie : une commune entourée par les deux plus grands centres d'accueil de la Vénétie : Conetta et San Siro. En seulement six kilomètres, il y a deux mille demandeurs d'asile. « Nous avons frappé à toutes les portes, nous avons fait appel aux plus grandes instances de l'Etat, raconte Piva, mais jusqu'à présent rien. Seulement des promesses. Il tonne : Ces deux anciennes casernes doivent être fermées, c'est tout. Maintenant, nous élevons le ton. ».

LATIUM

Rome se révolte contre les centres d'hébergement. « L'urgence migrants », dans la capitale, commence d'abord dans le quartier Tor Sapienza, puis, l'automne dernier, dans le quartier Portuense. Le centre d'accueil pour les réfugiés politiques de Rome Est (40, entre Africains et Bangladais) dans l'avenue Morandi a été pris d'assaut plusieurs fois à la fin de 2014, à tel point que les forces de l'ordre sont obligées de l'occuper avec les forces spéciales. Des agents en tenue anti-émeute montent la garde sur une casserole en pleine ébullition, qui explose à la fin. Il en résulte une guérilla jamais vue auparavant : des bombes en papier (« bombe carta ») contre le Centre, des poubelles incendiées, des jets de pierres entre les migrants et les manifestants italiens . Le Maire de l'époque, Marino, est obligé d'intervenir pour éviter le pire.

Mais c'est dans le quartier de la vieille rue Portuense que le 30 Septembre, on frôle la tragédie. Une commerçante de 60 ans est dévalisée sauvagement, dans la boutique de son mari, un herboriste. La femme est bourrée de coups de pied et de coups de poing, avec fracture des côtes et éclatement de la rate. Butin ? Le sac à main avec les clés de maisons et dix euros. Le vol a lieu à quelques pas du centre d'accueil de réfugiés de la rue Ramazzini ; l'auteur de cette folie, un jeune Sénégalais. Là aussi, tout le quartier descend dans la rue. « Ca suffit avec les migrants » hurlent les habitants.

En juillet, quand les 60 premiers migrants arrivent à Fiumicino, accueillis dans un centre d'accueil sur l'Isola sacra, entre Ostia et l'aéroport Leonardo da Vinci, on frôle la bagarre. « Une décision prise par la majorité du parti démocrate sans en parler à quiconque » dénoncent les conseillers de l'opposition Mauro Gonnelli, Federica Poggio et William De Vecchis. D'après les habitants, le choix du lieu est pour le moins inapproprié : les conditions de sécurité, en fait, sont presque inexistantes.

TOSCANE

Des cas « historiques » comme les campements de Roms à la périphérie de Florence, ou chinois à Prato, jusqu'aux situations qu'on retrouve périodiquement dans ces derniers mois, c'est ce qui se passe à Livourne et dans la région, à Lucques, Aulla ou Capalbio , lorsque de nouveaux migrants arrivent sur le territoire : la Toscane a dépassé depuis longtemps le seuil maximal. Ce ne sont pas seulement les opposants qui le disent, mais les institutions elles-mêmes.

Fin octobre, le maire de Prato, et président pour la Toscane de l'Ance (Association nationale des communes italiennes) Mateo Biffoni, a écrit une lettre au préfet de Florence pour signaler qu'après la dernière vague d'arrivants (600 réfugiés), la Toscane est maintenant arrivée «au-delà des limites de la saturation », et demander que soient respectés les quotas attribués par le gouvernement. La Toscane a une présence de demandeurs d'asile supérieure à celle de beaucoup d'autres régions.

« Cela peut entraîner le risque sérieux de tensions sociales et mettre les municipalités en grave de difficulté, » a ajouté Biffoni.

Des tensions qui ont explosé en Septembre à Livourne, où une cinquantaine de réfugiés ont protesté violemment en bloquant les rues, en menaçant, et en essayant d'attaquer les passants à coups de pierre, en raison d'un manque d'eau dans l'installation où ils étaient hébergés. Ceux qui descendent dans la rue sont soit les étrangers – en juillet, un groupe d'immigrants ont manifesté devant la préfecture de Lucca parce qu'ils n'étaient pas satisfaits de leur hébergement- soit, plus souvent, les habitants. Ces derniers mois, des petits groupes de

citoyens se sont opposés à l'arrivée des demandeurs d'asile à Marina di Cecina et Aulla, où trente habitants se sont tournés vers un avocat. En Toscane, où en Novembre on a annoncé un Master universitaire « accueil des migrants », le parti démocrate lui-même était descendu dans la rue. C'est arrivé à Capalbio, où le maire « radical chic » Louis Bellumori a attaqué la préfecture pour la décision (ensuite annulée) d'accorder à une vingtaine de migrants trois maisons près du bourg médiéval de la cité touristique toscane.

POUILLES

Depuis le premier débarquement de 1991 en provenance de l'Albanie jusqu'aux routes organisées par les « trafiquants d'humanité » à partir des bases réparties entre la Grèce et la Turquie : depuis à peu près 26 ans les Pouilles sont un carrefour de l'immigration, et, au fil du temps, elles sont devenues une véritable poudrière. Car entre les ghettos d'Etat et les ghettos de fait le front hautement sensible de l'accueil est ponctué de tensions, d'émeutes, d'affrontements. Selon le dernier dossier du gouvernement élaboré d'après les données Istat (INSEE italienne), 122 724 migrants vivent dans les Pouilles.

Mais c'est ici que sont triés une grande partie de ceux qui débarquent chaque jour en Italie. Les centres d'accueil pour demandeurs d'asile à Bari et Borgo Mezzanone (Foggia) arrivent à contenir 1 200 personnes, plus du double de la capacité prévue. Une situation à haut risque, comme l'a confirmé le jugement du 12 décembre, lorsque 31 migrants ont été condamnés pour l'émeute du 1^{er} Août 2011 dans le centre de Bari : parmi les accusés figurait Mada Kabobo, le ghanéen qui, le 11 mai 2013 à Milan, a tué trois passants à coups de pioche. Il y a eu des désordres l'été dernier également au Centre même d'identification et d'expulsion de Restinco (Brindisi) , qui en moyenne accueille une centaine de clandestins ; et le 10 décembre, une femme nigériane a été brûlée vive non loin de l'entrée de Borgo Mezzanone. Le centre d'hébergement le plus récent est celui de Taranto, où, en avril, il y a eu une « fuite » en masse des migrants. Les craintes les plus grandes sont toutefois liées aux ghettos qui ont surgi dans les campagnes de la région ; ici, selon des données recueillies par les syndicats, vivraient près de dix mille personnes, des fantômes dont on connaît peu de choses ou rien, des personnes recrutées pour la récolte de tomates, raisins, melons. La plus grande zone se situe entre Foggia, Rignano Garganico et San Severo, un lopin de terre transformé en un enchevêtrement de baraques et de tôles : c'est la jungle des Pouilles, où le 27 juillet un malien 34 ans a été tué à coups de couteaux par un ivoirien après une dispute.

<http://www.ilgiornale.it/news/cronache/sequestrati-dai-profughi-italiani-sono-limite-1347838.html>

Traduction Steve Preve